

# LE POINT DU JOUR,

O U

*RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille à  
l'Assemblée Nationale.*

N<sup>o</sup>. CCXXXIV.

*Du Dimanche 7 mars 1790.*

LE décret que M. Camus a fait rendre à la suite d'un rapport du comité des pensions, est trop intéressant pour que nous tardions plus long-temps à le faire connoître; le voici tel qu'il a été adopté dans la séance de vendredi :

« L'assemblée nationale, après avoir entendu le rapport de son comité des pensions, déclare que, d'après son décret de 4 & 5 janvier sanctionné par le roi le 14 du même mois, il n'a pu, & ne peut être accordé aucune pension jusqu'à ce que les règles pour leur concession aient été décrétées par l'assemblée & acceptées par le roi.

» Décrète en conséquence, que son président se retirera dans le jour par-devers sa majesté, pour la supplier de défendre à ses ministres & à tous autres ordonnateurs de lui présenter aucune demande de pension, jusqu'à ce que les règles, d'après lesquelles elles doivent être accordées, aient été décrétées & acceptées.

» L'assemblée nationale charge également son président de supplier sa majesté d'enjoindre à ses ministres & à tous autres agens de son autorité, de livrer des copies & communiquer les originaux des pièces qui leur seront deman-

*Tome VII.*

*A a*

dées par son comité, & à leur première requiſition, notamment le registre connu ſous le nom de *livre rouge*, & les originaux des bons, des penſions, dons & gratifications accordés dans les différens départemens ».

*Séance d'hier.*

La lecture du procès-verbal, & quelques réclamations d'un député d'Auvergne pour la réunion de quelques paroisses au département de la haute-Auvergne, ont occupé les premiers instans. Cette demande a été renvoyée au comité; on a décrété ensuite sur le rapport de M. de Cernon, que la ville d'Aubagne, celle de Gemenois & celle de Cujes ont la faculté de choisir & exprimer leur vœu sur le district de Marseille ou d'Aix, auxquels ils desiront être attachés.

C'est encore de la féodalité qu'on s'est occupé. M. Merlin a présenté les inconveniens de la *garde seigneuriale*.

Ce n'est qu'en fouillant dans les débris de la féodalité qu'on en découvre toutes les tyrannies, comme on découvroit de nouveaux cachots, à mesure qu'on parcourait les ruines de la Bastille. La garde seigneuriale étoit ce droit en vertu duquel le seigneur féodal jouit, dans la province de Normandie, ainsi que dans quelques terres particulières de la Bretagne, des revenus des fiefs tenus immédiatement de lui, pendant que ses vasseaux sont en bas âge, à la charge d'entretenir les héritages, & payer les charges annuelles dont ils peuvent être tenus.

La garde royale est une espèce de garde seigneuriale, qui a néanmoins plus d'étendue, en ce qu'elle donne au monarque le droit de jouir de tous les fiefs, biens, nobles & rotures, rentes & revenus même tenus immédiatement d'autres seigneurs, droit qu'il n'exerce jamais, & dont il fait toujours la remise à chaque ouverture par des brevets particuliers.



Le déport de minorité , semblable à la garde seigneuriale , a spécialement lieu en Anjou.

Les droits dérivent du régime féodal , puisqu'ils n'ont lieu que sur les vassaux , & que la protection accordée par le prince aux veuves & aux orphelins , ne leur donnoit pas le droit de jouir des revenus des mineurs.

» Les fiefs devenirent héréditaires , disoit M. Merlin , avant que leur possession eût cessé d'assujettir au service militaire ; lorsque le vassal laissoit en mourant un héritier en bas âge , il falloit à la fois que le service du fief se fit , & que l'enfant qui devoit y succéder , reçût l'éducation convenable pour pouvoir aussi le déservir un jour. Le prince obtenoit ces deux buts en élevant l'héritier à la cour , tandis qu'il chargeoit une autre personne du service militaire , & lui abandonnoit la jouissance du fief , jusqu'à ce que l'héritier eût atteint l'âge propre à porter les armes ; il en étoit à peu près de même , lorsque le vassal laissoit en mourant une ou plusieurs filles pour héritiers. Le prince les élevoit jusqu'à ce qu'elles fussent nubiles , & il leur donnoit alors des époux capables de remplir l'obligation du service militaire.

« Un disciple anglois de Montesquieu observe à ce sujet que ce n'étoit pas une loi bien dure que celle qui donnoit ainsi le droit de disposer arbitrairement de la main d'une héritière , dans un temps où , réduites par leur éducation grossière à n'avoir aucun goût , les nouvelles mariées restoient des jours entiers dans les églises , jusqu'à ce que leurs amans eussent vaincu leurs répugnances ou composé avec elles pour les en faire sortir.

» Mais cette belle institution , comme tant d'autres établissemens féodaux , dégénérera par-tout en un vrai brigandage. Guillaume-le-Mauvais , roi de Sicile , au milieu du douzième siècle , en abusa tellement , qu'il défendit à

A a ij



ses vassaux de marier leurs filles sans son consentement ; qu'il ne donnoit jamais , ou qu'il donnoit seulement lorsqu'elles avoient passé l'âge d'avoir des enfans , afin de réunir leurs fiefs à son fisc , à défaut d'héritiers.

» Dans l'état actuel des choses , il est évident que les fiefs n'étant plus soumis au service militaire , la garde seigneuriale n'a plus de cause , & dès-lors elle doit nécessairement cesser. »

L'article proposé par le comité féodal a été adopté. Il doit former l'article XI du titre premier. Le voici :

« La garde royale , la garde seigneuriale & le déport de minorité sont abolis. »

Le rapporteur a proposé un autre article , qui sera le douzième du même titre. M. de la Chaise y a fait un amendement relatif aux veuves & aux femmes actuellement mariées. Il a été adopté , ainsi que l'article proposé. Le voici :

#### A R T. X I I.

Sont pareillement abolis tous les effets que les coutumes , statuts & usages avoient fait résulter de la qualité féodale ou censuelle des biens , soit par rapport aux douaires , soit pour la forme d'estimer les fonds , & généralement pour tout autre objet quel qu'il soit , sans néanmoins comprendre dans la présente disposition en ce qui concerne le douaire , les femmes actuellement mariées ou veuves , & sans rien innover quant à présent aux dispositions des coutumes de nantissement , relativement à la manière d'hypothéquer & aliéner les héritages , & qu'elles continueront , ainsi que les édicts & déclarations qui les ont expliquées , étendues ou modifiées , d'être exécutées suivant leur forme & teneur , jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné. »



L'ordre du jour amenoit la lecture du mémoire envoyé par le premier ministre des finances. A peine M. Guillaume l'avoit commencée, qu'un singulier incident est venu jeter dans l'assemblée une fermentation bien légitime.

Un suppléant, dont on ignoroit d'abord le nom, s'étoit placé dans le côté de la salle qui est à la droite du président; un des huissiers faisoit de vains efforts pour ne laisser dans la salle que les représentans de la nation. M. le président s'en étant aperçu, a prié d'abord l'inconnu de se retirer. Sur son refus, l'officier de garde a exécuté l'ordre du président.

Enfin, après plusieurs instances, le suppléant est sorti; mais en s'en allant, il a fait des gestes qui ont excité aussitôt de vives réclamations de la part de l'assemblée.

« Nous avons tous vu, s'est écrié M. de Mirabeau, menacer la personne de notre président par le suppléant qu'on a fait sortir. Ni vous ni nous n'avons le pouvoir de remettre cette offense: ce sont les droits de la nation qui sont insultés. »

« Il y a des délits tellement ridicules, tellement pleins de démençe, a répondu le président, qu'il n'est pas possible de s'en occuper sérieusement. On ne peut être insulté que par ses égaux, & comme votre président est par sa place au-dessus des particuliers, vous n'avez pas d'offense à venger. »

« C'est précisément parce que ce délit public ne vous regarde pas, que c'est à nous à le punir, & nous pouvons en être les juges, parce que nous avons la police de l'assemblée. Il est de la dignité des représentans de la nation de faire respecter le corps législatif. J'opine à ce que cette personne soit envoyée 24 heures aux prisons de l'abbaye. »

Suivant M. Hébrard, il falloit écrire aux commettans pour nommer un autre suppléant.



Il s'est élevé un grand tumulte , qui a empêché quelque temps de délibérer. M. l'abbé de Barmont a demandé la permission d'exposer quelques faits sur l'objet qui occupoit l'assemblée, & aussi-tôt le tumulte a cessé, & M. Barmont entendu.

« Je cède, a-t-il dit, au desir que témoigne l'assemblée de connoître les faits d'après un témoin oculaire & auriculaire. Je me permettrai de contredire M. de Mirabeau sur quelques faits. La personne à qui l'huissier s'est adressé, lui disoit qu'elle étoit suppléant, & que ne devant qu'entendre la lecture du mémoire, que ne devant pas aller aux voix, & n'ayant point trouvé de place à la tribune, il pouvoit demeurer. Nous lui avons dit qu'il devoit cependant sortir, & il a accompagné ses paroles de gestes qui ne regardoient point M. le président ».

« M. de Mirabeau a répondu : « Nous ne parlons ni du même lieu, ni des mêmes faits. Je ne parle que des gestes que cette personne a faits au haut de l'escalier. Je ne me serois pas fié à la vue d'un seul homme ; mais quand j'ai entendu un grand nombre de voix s'écrier, *il menace le président*, je me suis élevé contre cette offense. .... Le haut de l'escalier est le moment où l'homme prévenu de ce délit a manqué à l'assemblée. S'il pouvoit y avoir des doutes sur un fait aperçu par tant de monde, je demanderois que l'officier de garde fût entendu ; mais le fait est connu de tous, & je persiste dans mon opinion.

La chaleur des esprits sembloit ne pouvoir s'apaiser que par un décret qui conserveroit la dignité du souverain, lorsque M. le président a annoncé qu'il recevoit dans l'instant une lettre du suppléant sur le sort duquel on déliberoit.

On en a desiré la lecture que le président a faite aussi-tôt :



## MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

« J'apprends à l'instant que je suis accusé d'avoir insulté par mes gestes l'assemblée nationale ; je jure que jamais mon intention n'a été de lui manquer de respect ; & certainement il y auroit de la démence à insulter l'assemblée nationale , si je n'obtiens pas la permission de venir me justifier à la barre ; je vous supplie , M. le président , de vouloir bien exprimer mes sentimens , & combien je suis douloureusement affecté de cette discussion.

Je suis avec respect,

Monsieur le président ,

Votre très-humble , &c.

Signé DE BLAIRE, député suppléant  
de la prévôté & vicomté de Paris.

Quelques membres ont demandé que cette lettre fût insérée dans le procès-verbal avec le nom de l'auteur , & le récit des faits. M. de Mirabeau a insisté pour que la priorité réclamée pour sa motion , fût jugée. Mais l'assemblée , plus occupée de l'état des finances que d'un malheureux incident , étranger à l'ordre du jour , a accordé la priorité à la dernière motion ; elle a décidé ensuite que la lettre de M. de Blaire seroit imprimée dans le procès-verbal avec le récit des faits qui l'avoient précédée. —

M. de Menou a demandé qu'on usât à l'avenir de la plus grande sévérité pour les étrangers qui s'introduiroient dans la salle , & qui viendroient troubler les travaux des *représentans du souverain*. Il a ajouté qu'on chargeât les commissaires déjà nommés de présenter mercredi matin le projet de règlement pour la police de l'assemblée , & qu'il y eût un article exprès pour les étrangers qui s'introduiroient dans la salle.

Il étoit temps qu'on revint aux grands intérêts de la



nation ; on a repris la lecture du mémoire de M. Necker ; mémoire qui , à travers quelques moyens pour assurer le service de l'année courante , renferme des consolations pour cette partie de la nation , qui s'alarme avec tant de facilité , & des ressources certaines pour ceux qui sont vraiment attachés au bonheur de la patrie , & qui desireront sincèrement de voir achever l'ouvrage de la constitution. Que cette espèce d'hommes qui voudroient que nous n'eussions ni crédit , ni moyens , ni billets , ni écus , ni armée , ni flottes , & moins encore des loix constitutionnelles & des assemblées nationales , critiquent amèrement , atténuent , affoiblissent , dégradent même les travaux d'un ministre accablé d'affaires & de maladie , & qui n'a pas désespéré un instant du salut de l'empire. Cela peut se concevoir ; mais l'assemblée nationale a montré du moins des sentimens bien différens pendant la lecture de ce mémoire. Sans adopter quelques moyens qui y sont énoncés , elle a applaudi à plusieurs traits , & en général à l'amour du bien & de l'ordre public qui l'a dicté. Nous ne pouvons donner qu'une courte analyse de ce long mémoire , dont l'assemblée a ordonné l'impression. Voici ce qu'une lecture très-rapide nous a permis d'en saisir.

*Extraits.*

Il restoit au 28 février dans le trésor royal environ vingt millions. — Bruits publics qui semoient l'inquiétude , effet de l'erreur & de la mauvaise volonté. — Inquiétudes sur le reste de l'année sont très-fondées. — Tout est visible dans l'état des finances. — Espérance conçue au mois de novembre que les travaux de l'assemblée auroient diminué les inquiétudes du ministère. — Nécessité de se tirer des embarras de l'année. — Causes de l'embarras. — Ancien déficit. — Anticipation renouvelée. — Recouvrement arrêté. — Retard dans la confection



des rôles. — Le vuide ne peut être évalué. — Incertitude sur la chute ou la renaissance du crédit, sur la possibilité du remplacement des impôts détruits, & d'effectuer les épargnes projetées. — Evaluation du besoin de l'année, 30 millions. — Ancien déficit au 1 mai 1789, 56 millions, d'où résulte un vuide pour dix mois, à compter du 1 mars, 43 millions. — Anticipations non renouvelées, 124 millions. — Diminution des impôts supprimés pendant dix mois, 60 millions. — 4°. Dépenses extraordinaires, 60 millions. — 5°. Intérêt de l'emprunt de 80 millions, 3 millions. — 6°. Retard dans le recouvrement de la taille. — Pour mémoires, total, 292 millions. — Proposition de créer pour 300 millions de billets. — Inconvéniens d'une telle masse de billets mis en circulation. — Nécessité pour franchir les dix derniers mois, d'avoir recours à des moyens également pénibles pour ceux qui les supportent & ceux qui les proposent. — Nouveaux détails sur l'embarras des finances & la multitude des causes qui le produisent & en rendent la réussite difficile, malgré les promesses de l'avenir qui ne peuvent promptement s'effectuer; la confiance soumise aux loix d'une régénération lente & successive; elle périclète graduellement & renaît de même. — Plusieurs partis à prendre une émission de billets, ou un plan conciliatoire de moyens divers.

1°. En caisse, le premier mars, environ 20 millions, estimés seulement 10 millions.

2°. Caisse d'escompte doit pour solde des 80, 28 millions.

3°. Ancien déficit qui devra être de 47 millions, sera réduit par l'assemblée à 30 millions.

4°. Assujettissement des biens ecclésiastiques au vingtième, en déduisant ce qu'il faut fournir au clergé, 9 millions —

5°. Assignations devroient être renouvelées à moitié; —



60 millions. — 6°. Receveurs & trésoriers ne se sont engagés qu'à payer les sept douzièmes de la raille de 90 millions ; les obliger à une accélération d'un premier douzième 15 millions. — 7°. Contribution patriotique pourra fournir quelques sommes sur lesquelles il ne faut pas compter : 30 millions. — 8°. Possibilité d'un emprunt, 30 millions. 9°. User de la sage indulgence des créanciers de l'état, en s'engageant à payer deux semestres au lieu d'un, à ceux qui s'engageroient à recevoir les trois quatrièmes en effets 50 millions.

10°. Faire les mêmes propositions aux fournisseurs, 30 millions. 11°. Remettre à l'année prochaine les paiement qui en sont susceptibles : — total 292 millions. — Nouveau crédit à ouvrir sur la caisse d'escompte : — 30 ou 40 millions : — Promettre une prime de 2 pour 100, à ceux qui resteroient en circulation au premier juillet. — Ouvrir une souscription générale pour le placement des assignats. — Administrateurs de la caisse d'escompte méritent les égards que doit l'assemblée à ceux qui servent la chose publique *sans intérêt*. On doit les souscrire contre les préjugés populaires dont ils sont les victimes. — Assignats portant intérêt à quatre pour cent, auroient sur les billets de la caisse d'escompte, l'avantage d'une hypothèque directe sur un fonds connu, & rappelleroient à chaque individu l'intérêt qu'ont tous les citoyens à la chose publique. — Ils auroient aussi l'inconvénient d'une extinction plus tardive. — Adoption des assignats, n'est pas la même opération qu'une création abondante de billets circulants. — Examen de cette création. — Le nombre des billets circulans doit être borné. — Il y a 160 millions de billets de la caisse d'escompte, & ce nombre est trop considérable si on y joint une somme de deux à trois cents millions ; cette masse est effrayante.



On demande que ces billets soient admis dans tout le royaume; l'autorité de l'assemblée peut-elle suffire à une telle opération? L'assemblée n'est forte que lorsqu'elle est soutenue par l'opinion. — La recette des impôts ne se feroit plus qu'en papier. — Il y auroit impossibilité de payer les troupes; on doit donc se borner à adjoindre à Paris les grandes villes du royaume: grande diversité de moyens, préférable à un moyen unique mais violent. — Nécessité de donner un grand pouvoir au ministre des finances; ce pouvoir seroit sans danger entre les mains de l'administrateur actuel. — Cependant il demande des associés, en proposant l'établissement d'un bureau du trésor-royal, qui rendroit inutile la place de contrôleur-général. — Avantages de cet établissement. Le roi a arrêté de le former, & son intention est d'en prendre les membres dans l'assemblée. — Nécessité de déroger aux décrets de l'assemblée, qui défend à ses membres d'accepter aucune place du gouvernement. — De cette manière seulement, on peut établir une intime correspondance entre l'assemblée & l'administration des finances, si nécessaire pour réveiller sans cesse l'attention de l'assemblée sur les matières de finance. — Projet d'aller aux eaux pour sa mauvaise santé, pendant la belle saison. — Il prépareroit par ce comité les lumières qui doivent le remplacer. — Inconvéniens des billets de la caisse d'escompte, diminués par la certitude de son extinction. — L'administrateur des finances a pourvu à ces inconvéniens; les troupes ont été payées en argent, ainsi que les ateliers de charité établis à Paris. — La caisse d'escompte pourvoit à la solde de la garde nationale de Paris, & à compléter les approvisionnemens de cette capitale. — Différence entre la recette & la dépense, peut être remplie par de simples réductions.

Déficit au premier mai, 56 millions. — Augmenté par



Le remboursement de l'emprunt de 80 millions, 10 millions. — Conversion des 3 millions 500 mille livres payées à la caisse d'escompte en annuités, 2 millions 100 mille livres. — Déficit actuel, 68 millions 100 mille liv. — Cessation des abonnemens du vingtième & biens ecclésiastiques, 9 millions. — Paiement au clergé supprimé, 2 millions 500 mille livres. — Extraordinaire viager de l'année 1789, 1 millions 500 mille livres. — Réductions sur les dépenses, 52 millions. — Total de la diminution de dépense, 65 millions. — Dépense de 3 millions à rejeter sur les provinces, ce qui en occasionneroit la diminution.

Tout l'arriéré peut être liquidé par une somme de 150 à 200 millions. On y comprend les rentes sur l'hôtel-de-ville; cet arriéré ne peut apporter aucun obstacle au projet de balance entre les revenus & les dépenses.

Ici nous ne pouvons nous empêcher de mettre sous les yeux de nos lecteurs le morceau où le ministre des finances engage les représentans de la nation à réparer quelques maux causés par l'anarchie. Il est cependant une dette que je n'ai pas pu mettre en compte, mais qui seroit bien digne de l'intérêt d'une grande nation. Plusieurs citoyens ont essuyé des pertes considérables; on a brûlé leurs habitations; on a dévasté leurs propriétés. L'autorité tutélaire des loix les auroit garantis de ces attentats, si elles n'avoient pas été sans force; cependant cette garantie est la première protection qu'on espère, le premier retour qu'on attend, lorsqu'on apporte chaque année une portion de sa fortune au trésor de l'état. Ne vous paroît-il pas juste que les nouveaux départemens prissent connoissance de ces pertes, & qu'un dédommagement, non pas rigoureusement exact, mais sagement équitable, devint la dette de la nation pour être acquittée? Si ce n'est dans le temps présent, du moins



en des jours plus heureux. *C'est de la part du roi que je soumets cette idée à votre considération ; elle est digne de son cœur généreux ; elle est digne du chef suprême de la nation , dont vous êtes les représentans.*

Ces dernières paroles & le vœu d'un roi citoyen & sensible ont été applaudies à plusieurs reprises.

Remplacement de la gabelle & des droits dont l'extinction a été généralement désirée.

La pratique offre l'exemple de tous les genres d'impôts.

— Les vingtièmes sont proportionnés aux revenus réels ; la taille & la capitation sont proportionnées aux facultés supprimées ; les impôts indirects atteignent même les fortunes inconnues. — Observations à cet égard. — L'inquiétude publique a pour objet le remplacement de la gabelle , sur-tout s'il ne porte que sur les provinces qui y sont assujetties & qui sont le trois cinquièmes du royaume.

— Cette disposition ne seroit pas juste ; les sous pour livre sur les gabelles ont été pour les provinces une charge que les autres n'ont point partagée. — Nécessité d'une prompte suppression de la gabelle ; elle accoutume le peuple au mépris des loix. — Droits d'aides, droits locaux, dont le remplacement ne peut être bien fait que par les assemblées provinciales.

Droits de traite intérieure ne montent qu'à 8 millions.

— Droits de contrôle ne peuvent être réformés qu'avec le temps. — Les domaines ont déjà éprouvé des diminutions. — Un impôt général semblable au timbre pourroit servir à ce remplacement.

Centième denier susceptible d'extension & d'augmentation.

Tel est l'extrait informe d'un mémoire fait pour inspirer une juste confiance aux créanciers de l'état , & de grandes espérances aux représentans de la nation. *Travaillant au mi-*



lieu des ruines & des débris, des mécontentemens & des clameurs, à régénérer un empire vieilli sous le despotisme, ils ont également besoin & de la conscience de leurs forces, & de l'assurance que donne l'opinion publique, & du patriotisme des françois, sur-tout de tous les bons citoyens de Paris; & c'est ce que le ministre des finances a fait sentir entièrement dans son mémoire.

» Ah ! que de peines ! mais le terme que peuvent déjà saisir nos espérances n'est pas éloigné ; & nous y parviendrons, car vous aurez assez de vertu pour réunir vos secours efficaces aux efforts de l'administration des finances. Voyez dans toute la France cette foule innombrable de citoyens qui vous en sollicitent ; voyez plus près de vous ces habitans de Paris, qui, par la perte qu'ils éprouvent sur les billets de caisse mis en circulation, par le retard du payement de leurs rentes, & par la plus douce & la plus estimable condescendance au malheur des circonstances, méritent vos plus sensibles égards ».

( Ici des applaudissemens répétés plusieurs fois ont interrompu la lecture. )

» Je n'en doute pas, vous ferez le bien complètement ; mais aujourd'hui le but du moins pour les finances ne peut être rempli que par la plus grande célérité. Les moyens décisifs, les ressources efficaces ont passé dans vos mains ; vous y joindrez ce qui les met en action, une volonté ardente, un zèle soutenu, & bientôt les esprits se calmeront, la confiance reparoîtra, & un orizon éclairé prendra la place de ces nuages ténébreux qui bornent aujourd'hui notre vue ».

Aujourd'hui séance extraordinaire, pour déterminer quelle sera la destination du produit des dons patriotiques.



On souscrit, à Paris, chez C U S S A C , Libraire , au Palais-Royal , No. 7 & 8 , & chez les principaux Libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement , de 30 numéros , est de 6 liv. pour Paris , & de 7 liv. 10 s. franc de port dans tout le royaume. On est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent , sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.



R

1

IV  
fin  
éle  
&  
con  
ent  
les  
ne  
la c  
étra  
dan  
me  
de  
tion  
cou  
cur  
peu